



Déclaration commune des Unions et Antennes Locales CGT - FSU - CNT - FO de Béthune et des Unions Locales CGT d'Auchel - Bruay - Isbergues - Lillers.

POUR NOUS, C'EST LA MOBILISATION GENERALE POUR LE REJET ET LE RETRAIT DE LA LOI RETROGRADE SUR LES RETRAITES.

Malgré l'impressionnante mobilisation du 7 septembre : 5 millions de salariés-es qui ont observé entre 1h00 et 7h00 de grève et près de trois millions qui ont manifesté, Sarkozy entend continuer sa « réforme » sur les retraites, en ordonnant aux députés UMP aux ordres de la voter en 1^{ère} lecture le 15 septembre.

Mais à contrario de ce qui est distillé, rien n'est encore fait, rien n'est perdu, au contraire, et notre mobilisation doit prendre encore plus d'ampleur et de poids pour peser sur le gouvernement, ses députés, et le donneur d'ordres, le MEDEF !

Nos organisations syndicales signataires appellent à la mobilisation générale le 23 septembre pour exiger l'abandon de ce projet. Le rapport de force est la solution immédiate, celle de 2010, pour que gouvernement et patronat abandonnent cette réforme pour écouter les propositions progressistes et durables des organisations syndicales et les revendications de millions de salariés mais aussi celles des demandeurs d'emplois, des retraités et des jeunes futurs travailleurs.

Notre unité d'action et la mobilisation massive des travailleurs sont d'une extrême importance. En effet, aucun salarié hostile à cette tentative de repousser le départ de l'âge 60 à 62 ans, d'augmenter la durée de cotisation à 41,5 ans, de repousser à 67 ans l'âge légal de départ à taux plein (sans décote) ne peut rester inactif et insensible à cet appel à la mobilisation générale contre le recul historique et inédit qu'impose cette loi antisociale et rétrograde.

Si les progrès scientifiques et technologiques, et l'abaissement de l'âge de départ à la retraite à 60 ans ont permis à des millions de travailleurs de pouvoir prétendre à l'allongement de l'espérance de vie, il n'en reste pas moins que dès 57 ans, 2/3 des travailleurs ne sont plus en activités (invalidité, maladie, chômage...) et qu'au-delà de 60 ans, vient se greffer les problèmes de santé; ce n'est donc pas un quarteron de mercenaires au pouvoir, qui va réduire cette espérance de vivre un peu mieux et un peu plus.

La retraite à 60 ans pleine et entière n'est pas négociable... même si une « réforme » s'imposait, ce n'est pas pour réduire les acquis des travailleurs, mais bien pour assurer une meilleure répartition des richesses, fruit du travail des salariés.

Mettons fin à cette forme d'esclavage moderne où nos vies ne seraient considérés que comme des produits spéculatifs, bénéficiant aux seuls actionnaires. Une situation qui devrait encore s'aggraver, compte tenu des déclarations de la commission Européenne, considérant cette réforme comme insuffisante.

Ensemble, exigeons l'abandon pur et simple de cette « réforme » et exigeons l'ouverture de négociations pour pérenniser et améliorer socialement notre système de retraite pas répartition solidaire issu du Conseil National de la Résistance en 1945, alors que le pays était exsangue.

-Rien n'est prévu pour assurer un niveau de pension convenable aux retraités qui ont participé à la richesse de ce pays, au contraire elles baisseront mécaniquement.

-Rien n'est prévu pour assurer aux actifs ayant commencé leur carrière longue (et) ou pénible une retraite anticipée, bien au contraire cette « réforme » les ignore.

-Rien n'est prévu pour assurer une répartition des richesses qui pourrait assurer le financement des retraites, bien au contraire elle satisfait les marchés financiers.

-Rien n'est prévu pour lutter contre les inégalités : carrières incomplètes travail à temps partiel etc. où les femmes sont les premières victimes, bien au contraire les inégalités se creusent inéluctablement.

-Rien pour l'emploi, cette « réforme » serait une machine à fabriquer du chômage et opposerait l'emploi des « vieux » contre ceux des « jeunes ».

Les propositions existent, et qu'elles déplaisent aux nantis et à leurs représentants, ne surprendra personne ; un des hommes les plus riches du monde disait : *« Il ya une guerre des classes, c'est un fait, mais c'est ma classe, la classe des riches, qui mène cette guerre, et nous sommes en train de la gagner »* Alors si nous, salariés qui représentons 92% des actifs, ne sommes pas capables de refuser et d'exiger le retrait de la loi d'une MINORITE de riches, qui participe activement à appliquer des « réformes » contre le peuple, nous devons nous attendre au pire pour les années qui suivent.

C'est pourquoi l'Union des Travailleurs des Unions Locales et antennes syndicales : d'Auchel, Béthune, Bruay-La Buisnière, Isbergues, Lillers, signataires :

**Appelle l'ensemble des salariés à se mobiliser,
à faire grève et à manifester le 23 septembre...
à Béthune à 9h30 [départ 558 rue de Lille], à Lille à 14h30.**

Si le gouvernement et les élus de la majorité persistent dans leur mépris du peuple, alors que 70% des travailleurs sont contre la « réforme » proposée, la grève reconductible s'imposera d'elle-même car nous n'aurons plus d'autre choix que cette solution de lutte frontale avec les représentants de la classe la plus favorisée par ce gouvernement. D'ores et déjà nous appelons les bases à faire des assemblées générales dans les entreprises pour organiser ensemble la riposte.

Quand une Loi est si injuste, si rétrograde, les salariés du public et du privé, les demandeurs d'emploi, les retraités, la jeunesse, les syndicats et tous les progressistes...ont un devoir historique : la combattre.

Fait à Béthune le 20 septembre 2010 par l'Union des Travailleurs des Unions Locales et antennes syndicales d'Auchel, Béthune, Bruay-La Buisnière, Isbergues, Lillers.